



Strasbourg, le 11 février 2020

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°403-2019 du 11 février 2020

Séance du : 11 février 2020
Sous la présidence de : Charles DESSERVY

Ont assisté à la séance : 14 membres
Absents excusés : 14 absents excusés dont 3 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Azzedine BOUFRIOUA, Hélène BOYEZ, Jean-Luc BREDEL, Charles DESSERVY, Pierre-Loup FICHET, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Amy LIN, Nicolas MATT, Gilles OLTZ, Gérard STARCK, Charlotte STAUB, Benoît TOCK.

Pouvoirs :

Cora FRANCOIS donne pouvoir à Jean-Luc BREDEL
Sophie KOHLER donne pouvoir à Benoît TOCK
Michel SAMUEL-WEIS donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA

Absents excusés :

Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Michel SAMUEL-WEIS, Éric SCHULTZ, Darek SZUSTER, Catherine TRAUTMANN.

2ème point de l'ordre du jour : fixation d'un barème minimum de rémunération des droits d'expositionDélibéré

Le Conseil d'administration,
après en avoir délibéré :

- Prend acte du barème minimum de rémunération des droits d'exposition préconisé par le Ministère de la Culture
- S'engage à respecter le seuil minimum recommandé et notamment celui fixé pour les expositions collectives : 1.000€/nombre d'artistes présentés (avec un seuil minimum de 100€).

Vote

Votants : 17
Pour : 17
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 19 février 2020
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 19 février 2020 à 14 heures.

Charles Desservy

REÇU EN PREFECTURE

le 19/02/2020

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20200211-2020_403-DE



Délibération du Conseil d'administration n°403-2020 du 11 février 2020

Objet : fixation d'un barème minimum de rémunération des droits d'exposition

Exposé des motifs

Dans un souci de protection des droits attachés à la création artistique, le Ministère de la Culture a publié un référentiel visant à responsabiliser les organisateurs d'exposition sur la nécessaire rémunération de ce mode d'exploitation des œuvres.

C'est ainsi que le Ministère recommande une rémunération plancher de 1.000 € pour une exposition monographique, quels que soient sa durée et le nombre d'œuvres présentées. En cas d'exposition collective, cette rémunération minimum est divisée par le nombre d'artistes dont le travail est mis en valeur, sans pouvoir être inférieure à 100€.

Organisatrice régulière d'expositions d'artistes professionnels, la HEAR rémunère actuellement systématiquement les auteurs au-delà du seuil fixé par le Ministère pour une exposition monographique. Elle ne dispose en revanche pas à ce jour de doctrine quant à la rémunération des expositions collectives.

Il est ainsi proposé de profiter de la publication de ce référentiel pour doter l'établissement d'une ligne de conduite en la matière.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré

- Prend acte du barème minimum de rémunération des droits d'exposition préconisé par le Ministère de la Culture
- S'engage à respecter le seuil minimum recommandé et notamment celui fixé pour les expositions collectives : 1.000€/nombre d'artistes présentés (avec un seuil minimum de 100€).